

REVUE DE PRESSE – HELVETIA LATINA

SEPTEMBRE 2014

Lundi, 1^{er} septembre 2014

<p>Le Temps : www.letemps.ch</p> <p>Plaidoyer en faveur de deux langues</p> <p>Ecole primaire : Le président de la conférence cantonale, Christoph Eymann, se dit prêt à se montrer intransigeant « si nécessaire »</p>	<p>Selon Christoph Eymann (BS), les élèves du primaire alémanique doivent apprendre deux langues étrangères, « nous sommes prêts à être intransigeants si nécessaire » dit-il. Le modèle 3/5 consistant à apprendre la première langue en troisième et la deuxième en 5^{ème} primaire doit être appliquée et la CDIP veut y veiller, peu importe l'ordre dans lequel elles sont introduites.</p> <p>La tension monte après que Nidwald se soit prononcé pour la suppression de l'enseignement du français à l'école primaire en faveur de l'anglais alors que la Thurgovie s'est vue imposer une motion du parlement cantonal allant dans le même sens.</p> <p>Une séance est prévue fin octobre entre la CDIP et Alain Berset. Christoph Eymann a bon espoir de trouver une solution. Cependant, pas question de dévier du modèle de deux langues étrangères au niveau primaire. Il souhaiterait trouver une solution entre les cantons, dit-il, mais il est prêt à recourir à la médiation de la Confédération.</p> <p>Alain Berset – ministre de la Culture – tient à rappeler que les cantons sont tenus d'enseigner une deuxième langue nationale à l'école primaire. Avant toute action, il veut voir si les directeurs cantonaux parviennent quand même à s'entendre sur la question d'ici à la mi-2015.</p>
<p>La Liberté : www.laliberte.ch</p> <p>Le succès du dialecte ne remet pas en cause les autres langues</p> <p>Suisse allemand : L'usage du dialecte progresse ? Oui, répond la linguiste Helen Christen. Mais au détriment ni de l'allemand, ni du français</p>	<p>Selon la chercheuse Helen Christen – professeure de germanistique au département de langues et littératures de l'Université de Fribourg, spécialiste de dialecte – l'importance du dialecte ne devrait inquiéter ni les Alémaniques eux-mêmes (qui peuvent avoir un sentiment d'infériorité face aux Allemands) ni les Confédérés tant que le bon allemand prévaut à l'école.</p> <p>Mme Christen explique le phénomène du sentiment d'infériorité des Alémaniques par rapport aux autres langues ou accents par le fait qu'ils ont appris le bon allemand à l'école et maîtrisent cette langue dans des situations</p>

	<p>formelles mais dès qu'il s'agit de situations informelles de la vie quotidienne, ils ont l'impression qu'ils ne le maîtrisent pas. De plus, la Suisse alémanique n'est pas connue pour être l'endroit où l'on parle le mieux l'allemand. Selon la chercheuse, ce sentiment d'infériorité s'explique aussi par des particularités historiques et sociales.</p> <p>Mme Christen, maintient qu'on ne désapprend pas la langue écrite si on pratique davantage son dialecte. Cependant, il est possible qu'il y ait une diminution de la diversité des dialectes et qu'une certaine harmonisation puisse se faire dans des espaces urbains forts, tels que le bassin zurichois.</p> <p>Elle dit clairement qu'une langue nationale doit être enseignée dès le primaire et que le bon allemand doit être la langue d'enseignement en Suisse alémanique. Par contre, elle souligne le scandale de la quasi-disparition de l'italien dans les écoles. Selon elle, même s'il n'y a qu'un bachelier qui désire étudier en italien, il ne devrait pas se voir refuser cette option sous prétexte qu'il n'y a pas assez d'inscriptions dans cette langue.</p> <p>Elle ne fait pas cas des décisions prises par les argoviens et les zurichois concernant le dialecte à l'école enfantine. Il est vrai que le dialecte est important pour les enfants allophones. Cependant, le signal donné par ces votations est vu, de l'extérieur, comme négatif et peut être perçu comme « nous ne voulons pas de bon allemand » ou « personne ne peut m'interdire de parler ma langue ».</p>
--	---

Mercredi 10 septembre 2014

<p>L'Hebdo : www.hebdo.ch</p> <p>Davantage de français à cause du 9 février (la chronique de Werner De Schepper)</p>	<p>Alors que les mots anglais tels que « selfie », dans le cas de Geri Müller ou « do it yourself » de la Migros, sont compris par tout le monde, il n'est pas évident de savoir qu'en Suisse romande, le « computer » s'appelle ordinateur. Or, si nous voulons vivre, parler et travailler ensemble, il faut le savoir ! La suppression du français dans l'enseignement primaire marque le début de la fin d'une Suisse vue comme communauté de vie multiculturelle et polyglotte. Le « ne-plus-parler-le-français » nuit à la petite Suisse en sa qualité de place économique, plus particulièrement depuis le 9 février.</p>
---	--

	<p>Johnsons& Johnson est le plus grand employeur de Suisse et possède des sites partout en Suisse. Suite aux résultats du vote du 9 février, un redéploiement des employés dans différents sites était prévu mais cela ne fonctionne pas. Effectivement, beaucoup de Suisses alémaniques ne savent plus assez bien le français pour travailler dans un canton romand. Sven Zybell – directeur de filiale DePuy Synthes, unité de production de Johnson & Johnson dans le canton de Soleure – confirme qu’au niveau des cadres supérieurs, il faut tout aussi bien maîtriser l’anglais mais également la langue locale du site.</p> <p>Si la Suisse ne parvient pas à préserver son plurilinguisme en tant que réalité vécue dans toutes les parties du pays, la place helvétique se décomposera en trois pôles économiques séparés, non interchangeables.</p> <p>Josef Maushart – propriétaire et CEO de Fraisa – explique que les valeurs communes à la Suisse et à l’UE sont liberté, égalité, fraternité. Afin qu’en Suisse alémanique, on comprenne également ces valeurs, nous devons savoir les écrire. D’où un vaste plan d’action pour sauver le français précoce obligatoire à l’école primaire avec le <i>Welschlandjahr (année en Suisse romande)</i> obligatoire au secondaire et au gymnase, avec programme d’échanges obligatoires pour tous les apprentis en entreprises actives dans plusieurs régions linguistiques. Do it yourself? Non. On n’apprend pas une langue pour soi-même.</p>
--	---

Jeudi 11 septembre 2014

<p>La Liberté : www.laliberte.ch</p> <p>Médecins : Une langue nationale exigée</p>	<p>Par 116 voix contre 71, le Conseil national a tenu à ajouter l’obligation que tout médecin exerçant en Suisse doit maîtriser au moins une langue nationale dans la révision de la loi sur les professions médicales. Selon Jean-François Steiert (ps/FR), il y a la nécessité qu’un médecin puisse communiquer dans la langue de son patient, pour une question de sécurité des malades.</p> <p>Il y a eu plusieurs plaintes de patient(e)s à l’hôpital de Zurich d’avoir eu affaire à des praticiens qui ne s’expriment qu’en anglais. Ce qui peut conduire et a d’ailleurs conduit à des malentendus.</p>
---	--

Vendredi 12 septembre 2014

<p>Le Temps : www.letemps.ch</p> <p>Non au tout-à-l'anglais dans les universités suisses</p> <p><i>Cet article de Marc Chesney (professeur de finance à l'Université de Zurich) actualise et synthétise un travail de l'auteur qui a été présenté lors d'un colloque en 2009 et publié par l'Observatoire européen du plurilinguisme la même année.</i></p> <p>www.observatoireplurilinguisme.eu</p>	<p>Selon Marc Chesney, la complète domination de l'anglais est devenue la norme pour les enseignements de master et de doctorat mais également pour les publications ou aux réunions de faculté. Il fait remarquer qu'au niveau de la formation supérieure, il y a un processus d'exclusion des langues nationales. Ce choix est loin d'être neutre, il est stratégique et lourd de conséquences.</p> <p>Il fait un parallèle avec l'unicité des langues qui va de pair avec la pensée unique. Cette pensée unique, démontrée par la crise financière, est dangereuse. Au vu des défis internationaux, les étudiants devraient être capables de s'adapter à des environnements différents, de les comprendre et de communiquer avec les autochtones.</p> <p>Il voit également la perte du rayonnement des langues nationales car les étudiants étrangers ne sont pas encouragés à apprendre nos langues, le français en l'occurrence. De plus, ils se concentrent sur leur éventuel séjour dans un pays anglophone. Cependant, ils ne vont pas parfaire leurs connaissances de la langue de Shakespeare mais plutôt d'un idiome technique sans saveur. Les « forcer » à connaître une langue nationale les aidera à mieux comprendre le pays où ils vivent mais également à faire fonctionner l'économie de la Suisse.</p> <p>Le troisième problème vu par M. Chesney est que cette homogénéisation pousse les étudiants qui s'expatrient à chercher l'original plutôt que la copie. La tendance veut que les étudiants poursuivent leurs études aux Etats-Unis ou en Angleterre plutôt que dans un pays de langue non anglaise.</p> <p>Cette stratégie de suiveur a des conséquences sur les classements mondiaux. Effectivement, selon le classement de Shanghai de 2014, 16 des 20 premières universités sont américaines, trois anglaises et une, la 19^{ème}, est suisse (ETH, Zurich).</p> <p>Pour Marc Chesney, il est surprenant de constater qu'aucune université allemande, suédoise, italienne, espagnole, japonaise, française etc. n'apparaisse parmi les 20 meilleures. Selon lui, les critères sont manipulés en faveur des universités anglo-saxonnes.</p> <p>Il est souhaitable et possible qu'une alternative à</p>
---	---

<p>La Liberté : www.laliberte.ch du 16.09.14</p>	<p>la complète domination de l'anglais en économie, aux niveaux des masters et doctorats, se fasse. Que l'anglais occupe une place importante est certes inévitable mais cela doit se faire en bonne intelligence avec nos langues nationales.</p> <p>La Liberté du 16.09.14 : selon le classement des universités du Quacquarelli Symonds (QS), l'EPFZ occupe la 12^{ème} place sur les 800 meilleures universités du monde. La Suisse figure en tête des meilleures hautes écoles européennes et apparaît comme une concurrente directe des universités américaines et britanniques, ajoute QS. Les meilleures places sont décernées aux universités anglo-saxonnes.</p>
<p>L'Express-Impartial : 12 septembre 2014</p> <p>Education : Les organisations cantonales d'enseignants se sont prononcées</p> <p>L'enseignement d'une deuxième langue nationale avant l'anglais a la priorité</p>	<p>Les organisations cantonales d'enseignants préconisent l'apprentissage d'une seule langue étrangère obligatoire à l'école primaire, une seule mais nationale ! Jürg Brühlmann du Syndicat des enseignants alémaniques explique qu'après une longue discussion, ce vote consultatif s'est fait spontanément, afin de prendre le pouls. Jean-Marc Haller – secrétaire général du Syndicat des enseignants romands (SER) – souligne l'intervention du représentant grison en faveur des langues nationales avant l'anglais.</p> <p>En Suisse romande, l'allemand a toujours eu la priorité sur l'anglais. La situation est différente outre-Sarine.</p> <p>Ce vote reflète une vraie volonté de cohésion nationale selon Jean-Marc Haller. Il ajoute qu'il faut modifier d'urgence en Suisse le caractère sélectif de l'enseignement de la première langue nationale. Il est important que l'apprentissage du français ou de l'allemand soit un plaisir.</p> <p>Cette proposition – qui sera retravaillée - sera soumise au vote du SER et de son homologue alémanique en novembre. La prise de position – vue comme un signal fort – sera soumise à la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique à fin octobre.</p> <p>Alain Berset – Ministre de l'intérieur – a rappelé fin août que les cantons sont tenus, par un compromis, d'enseigner une deuxième langue nationale à l'école primaire et il ajoute « sans quoi le fédéralisme ne fonctionne pas ». En cas de désaccord au niveau cantonal, le Conseil fédéral pourrait intervenir conformément à la Constitution.</p>

Jeudi 18 septembre 2014

<p>Le Temps : www.letemps.ch</p> <p>Lucerne : Une seule langue étrangère à l'école primaire ? (ATS)</p>	<p>L'initiative pour la suppression de l'enseignement d'une des langues étrangères à l'école primaire (anglais ou français) a abouti et les lucernois se prononceront bientôt. Cette initiative a remporté plus de 7000 signatures alors que 4000 étaient nécessaires.</p>
<p>Tages Anzeiger : www.tagesanzeiger.ch</p> <p>Sprachenstreit : Jetzt spannen SP und SVP zusammen</p>	<p>Im Moment herrscht der Krieg der Sprachen in verschiedenen Kantonen, aber auch im Schweizer Parlament ist die Frage der Fremdsprachen ein Thema. Politiker aller Parteien versuchen, mit Vorstössen Einfluss zu nehmen.</p> <p>SP und SVP bilden eine ungewöhnliche Allianz und möchten möglichst eine nationale Volksabstimmung über den frühen Unterricht von Französisch, um eine Art Röstigraben-Abstimmung zu verhindern. Die beide Parteien schlagen einen Kompromiss vor: Jene Kantone, die in der Primarschule nur noch eine Fremdsprache unterrichten wollen, dürfen dies tun aber es muss eine Landessprache sein. Den anderen Kantonen steht frei, weiterhin zwei Fremdsprachen in der Primarschule anzubieten – so wie es die kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) eigentlich beschlossen haben.</p> <p>SVP-Nationalrat Peter Keller und SP-Nationalrat Jean-François Steiert sagen, dass eine „Minimalkonsens“ dringend nötig sei. „Die Kantone haben offensichtlich Mühe, sich zu einigen“ sagt Steiert. Die SVP regte in verschiedenen Kantonen die Streichung des „Frühfranzösisch“ an oder unterstützt sie; die SP macht sich für den Lehrplan 21 und zwei Fremdsprachen in der Primarschule stark.</p>

Samedi 20 septembre 2014

<p>Le Temps: www.letemps.ch</p> <p>L'UDC et le PS s'allient pour sauver le français</p> <p>Ecole : Décision attendue début octobre</p>	<p>Les parlementaires fédéraux sont divisés quant à l'intervention de la Confédération pour empêcher la disparition des cours de français des écoles primaires des cantons de Thurgovie, de Nidwald ou de Lucerne. La Commission du National dédiée à l'éducation a décidé de repousser sa décision au mois d'octobre. Par ailleurs, les deux partis les plus</p>
--	---

	<p>représentés – UDC et PS – s’allieraient pour éviter une intervention fédérale et un possible vote. Les députés Jean-François Steiert (PS/FR) et Peter Keller (UDC/NW) parlent d’un «consensus minimal». Ils proposent que les cantons qui le désirent soient autorisés à n’enseigner qu’une seule langue étrangère au primaire, à condition que celle-ci soit une langue nationale. Par ce consensus, le français serait sauvé mais le compromis de 2004 volerait en éclats.</p> <p>Un rencontre aura lieu début octobre entre la Commission de la science, de l’éducation et de la culture du National et les directeur cantonaux de l’instruction publique. Il se pourrait qu’une décision formelle se prenne ou alors ils peuvent aussi attendre l’avis de la Conférence des directeurs de l’instruction publique (CDIP) fin octobre. Si ce compris est adopté, elle se range du côté des associations cantonales d’enseignants qui se sont prononcées provisoirement pour le maintien d’une seule langue étrangère en primaire, en précisant qu’il devait s’agir d’une langue nationale.</p> <p>Par contre, le président de la CDIP ne veut pas entendre parler de cette proposition. Un bilan du fameux compris 2004 sera tiré l’été prochain.</p>
--	--

Jeudi 25 septembre 2014

<p>Le Temps : www.letemps.ch</p> <p>Langues à l’école : « Les élèves plus âgés apprennent plus vite »</p> <p>Questions à Amelia Lambelet (linguistique à l’Université de Fribourg</p>	<p>Amelia Lambelet – linguiste et cheffe de projet au sein de l’Institut pour le plurilinguisme de Fribourg – relativise l’importance de l’enseignement précoce des langues.</p> <p>Selon elle, les élèves plus âgés apprendraient plus vite. Elle fait un lien avec les principes cognitifs généraux, donc la maturation des enfants. Les enfants jeunes sont, selon elle, plus lents pour apprendre les structures et dans l’apprentissage des langues, vitesse de l’apprentissage et niveau à atteindre seraient mélangés. Dans un contexte de migration, les jeunes enfants rattrapent leurs aînés après quelques mois. Par contre, dans un contexte scolaire, aucune étude ne démontre une telle inversion des avantages. L’étude de la Haute Ecole pédagogique de Schaffhouse ainsi que celle de Mme Lambelet présentent des similitudes,</p>
---	---

	<p>notamment sur les effets de l'âge dans l'apprentissage. Contrairement à l'étude fribourgeoise, l'étude de Schaffhouse en tire des recommandations. Elle dit qu'il faut relativiser la facture de l'âge dans l'enseignement des langues. Il y a d'autres raisons pour favoriser un enseignement précoce, telles que la cohésion nationale, la sensibilisation à une culture précoce et vouloir suivre la tendance pratiquée dans toute l'Europe. Une étude réalisée en 2009 par le Fonds national de la recherche scientifique a montré que les enfants ayant commencé par l'anglais ne sont pas moins motivés pour le français que ceux qui commencent par cette langue.</p> <p>Mme Lambelet ne trouve pas saugrenue de concentrer l'enseignement du français sur le secondaire pour obtenir le même résultat qu'avec un enseignement étendu sur plus d'années. Cependant, il faut que la dotation horaire soit augmentée et que les ressources financières puissent le permettre en plus de la disponibilité des enseignants.</p> <p>Quant à la soi-disant surcharge des élèves face à l'enseignement des langues, il n'y a pratiquement aucune étude sur ce sujet. C'est plutôt basé sur « les parents disent que », « les enseignants pensent que ». Selon Mme Lambelet, la recherche devrait plutôt se baser sur la surcharge cognitive générale.</p>
--	--